

## Une phrase qui fait réfléchir :

Nous ne devons nous attribuer qu'une seule identité si nous voulons vivre en harmonie avec les autres, et c'est celle de l'humanité !

Satish Kumar, poète indien

## FIAT Bourbon-Lancy (71)

### Une majorité de salariés solidaires avec les intérimaires

Drôle de surprise pour les salariés en contrat intérimaire lors de leur retour, en septembre, au sein de l'entreprise Fiat Powertrain Technologie (FPT) à Bourbon-Lancy. En effet avant les congés d'été, les salariés intérimaires qui prenaient leurs repas au restaurant d'entreprise se voyaient facturer ces repas au même tarif que les salariés FPT soit 4,63€. En septembre, la note est passée à 9,01€ (le repas revient effectivement à 9,01€, la différence est prise en charge par le Comité d'Etablissement pour les salariés FPT et jusqu'à cette date par les agences d'intérim pour les salariés intérimaires).

Alerté, le syndicat CGT a demandé des explications, les 3 agences intérimaires ont simplement déclaré qu'elles ne prenaient plus en charge les frais de repas. Pour la CGT, la seule explication est qu'elles ont décidé unilatéralement de faire plus de bénéficiaires au dépend des travailleurs dans la précarité. Le syndicat est intervenu auprès de la direction pour demander une égalité de traitement pour tous. La CGT a lancé une pétition. Près de 1100 salariés (CDI et intérimaires) ont signé (le site de Bourbon compte plus de 1400 CDI et plus de 400 intérimaires). En parallèle, la CGT a sollicité l'Inspection du travail ainsi que le syndicat CGT Intérimaire au plan national. Face à cette mobilisation, la direction FPT ainsi que les 3 agences intérimaires sont revenues sur leur décision. Tous les salariés du site se verront facturer le repas au même tarif (4,61€). Les 3 agences se sont engagées également à rembourser les salariés qui ont payé leur repas au tarif plein.

Pour la CGT : « Cette victoire est due à l'implication de l'ensemble des salariés, preuve que la solidarité l'emporte sur l'individualisme et la division »

Jean-Marc SOISSON

## Imphy : 5<sup>ème</sup> festival du film ouvrier

Du 18 au 20 octobre aura lieu au théâtre (3 rue de la Cure), la cinquième édition du festival du film ouvrier. Fictions, documentaires, conférences et débats sont au programme.

**Le vendredi 18 : conférence à 18h30 « l'emploi comme variable d'ajustement ».**

**20h15 : deux films**

**Samedi 19 : théâtre 17h « deux hommes passent un entretien d'embauche »** humour noir et vaudeville

**Cinéma 20 h : 2 films**

**Dimanche 20 : conférence à 17h30 « repenser le travail » ; cinéma 19h15**

## Pouvoir d'achat, retraite à 60 ans...

### Les luttent continuent

Lors du rassemblement ce mardi à Nevers, Pascale Bertin s'est exprimée pour la FSU. Pour sa part Béatrice Garcher au nom de l'UD-CGT a souligné les quelques avancées obtenues sur la prise en compte de la pénibilité et des années d'études de stage et d'apprentissage pour les jeunes. Avancées obtenues par les actions et la bataille déterminée des députés communistes.

Elle a montré que ce mauvais projet de rallongement de la durée de cotisation était « une réforme anti-jeunesse » et vivement critiqué la politique d'austérité. « Les désillusions qu'elle sème favorisent le terreau sur lequel l'extrême droite se développe ».

Elle invite à combattre les idées d'extrême droite « contraires aux valeurs du syndicalisme, dangereuses pour les salariés et les citoyens ».

Elle donne rendez-vous car « la CGT continuera à mobiliser pour modifier la loi si celle-ci est votée en l'état. »



200 personnes avaient répondu à l'appel des syndicats à Nevers. D'autres manifestations avaient lieu à Cosne, Decize, Clamecy.

## Le savez vous ?

**120**

c'est en millions d'euros la baisse du budget de l'enseignement supérieur, en tenant compte de l'inflation

**40 milliards**

c'est le total de ce que les groupes du CAC 40 prévoient de verser en dividendes à leurs actionnaires en 2014. Soit la moitié de leurs profits. Plutôt que piocher dans nos poches

N° 1768 du 18 octobre 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91  
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPDC

En pages intérieures  
la lettre de l'Association  
RACO sur la VFCEA

Front de Gauche :  
notre bien le plus précieux

Page 5

Les Nouvelles  
de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF  
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS



Déposé 16-10-13

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Nouveau rassemblement à Nevers pour le pouvoir d'achat et le droit à la retraite pour tous à 60 ans, ce mardi.

D'autres initiatives ont été annoncées pour les semaines qui viennent.

Voir page 6

## Imphy : mardi 22 octobre à 17 h - Salle des Fêtes Venez rencontrer Alain Bocquet

Député communiste, rapporteur de la Commission d'enquête parlementaire sur la sidérurgie

La venue d'Alain Bocquet à Imphy est une chance pour les salariés du site d'Imphy et la population nivernaise.

Enfin une commission d'enquête sur la sidérurgie obtenue par les Députés Communistes, sur la situation de la sidérurgie Française et Européenne a été mise en place.

Composée d'une trentaine de Députés (toutes tendances confondues), elle a travaillé pendant 6 mois sous la responsabilité d'Alain BOCQUET, Député du Nord. Les représentants de tous les syndicats, les dirigeants des entreprises Sidérurgiques, ont été auditionnés.

La commission a rendu un rapport adopté à l'unanimité qui dresse un constat sans appel sur les pratiques des groupes et leurs actionnaires plus préoccupés par les dividendes que par le développement industriel et l'emploi.

La sidérurgie c'est le 1<sup>er</sup> maillon de la chaîne de toute politique industrielle, c'est l'industrie de base d'un pays.

Le site industriel d'Imphy, avec les sociétés qui le composent, constitue un atout pour l'emploi stable, le développement et le redressement industriel dans notre bassin d'emplois, pour le Département et la France.

Sur ce site industriel l'emploi devient une question vitale

pour assurer son avenir. Plus de 120 intérimaires sont utilisés. Leur embauche en emploi stable devient urgente pour la transmission des compétences.

A Imphy comme dans toute la sidérurgie l'embauche massive en emplois stables devient une nécessité incontournable.

La « Commission d'Enquête Parlementaire » a avancé des propositions et pistes pour que la Sidérurgie Française et Européenne s'inscrive dans ces objectifs. Quelle place pourrait jouer le site d'Imphy ? Quelles pistes de propositions la Commission d'enquête propose-t-elle ?

Les communistes vous invitent à participer à cette rencontre qui constituera un moment fort dans notre département.



Bernard DAGUIN

## **Le monde à l'envers ! Les plus démunis rattrapés par l'impôt !**

Insupportable et injuste ! Près d'un million de personnes, parmi les plus vulnérables, ont eu la très mauvaise surprise de se voir désormais imposables. D'autres subissent une augmentation forte... C'est l'effet désastreux du gel de l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu instauré par Fillon, alors Premier Ministre. La loi de finance était une vraie bombe à retardement pour les plus démunis, non désamorcée par le gouvernement Ayrault. Les personnes devenues subitement imposables, en plus de devoir payer l'impôt, perdent des droits essentiels : sont impactés l'allocation logement, les allocations familiales, les quotients familiaux, la carte améthyste, la redevance TV, la taxe d'habitation etc...

C'est d'autant plus inacceptable à l'heure où les plus riches et les grandes entreprises se voient multiplier les exonérations, où l'évasion fiscale se chiffre par dizaines de milliards ! Non, il n'y a pas trop d'impôts ! Ils sont répartis injustement... Le patronat français s'est vu offert par le gouvernement une baisse de 20 milliards de sa contribution fiscale (crédit impôt compétitivité), accordée sans contrepartie pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Cela fait baisser d'autant les recettes fiscales pour le pays. Alors on taxe les plus modestes ! Et on ponctionne de 4,5 milliards les collectivités territoriales... Jean-Marc Ayrault communique sur « une pause fiscale », pendant que l'énergie et les transports sont annoncés à la hausse... Mais ce n'est pas une « pause » dont on a besoin : C'est d'une grande réforme fiscale d'ensemble, marquée par la justice, qui combat en la taxant la spéculation et qui encourage la

relance par le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics. Une réforme en rupture avec la spirale désastreuse de l'austérité en s'attaquant enfin à la finance.

L'ANECR appelle les élus communistes et républicains à participer à la campagne nationale pour **cette grande réforme de la fiscalité qui mettrait immédiatement à contribution les revenus financiers. Cette réforme pourrait s'appuyer sur les mesures suivantes : Une baisse de la TVA ; Le rétablissement d'un impôt économique territorial assis sur le capital des entreprises et taxant les actifs financiers ; Le renforcement de l'action contre l'évasion fiscale ; Un impôt sur le revenu de type universel à taux progressif et au nombre de tranches relevé ; L'arrêt immédiat de toutes les exonérations pour les grandes entreprises ; La prise en compte des revenus dans le calcul de la taxe d'habitation pour la rendre progressive.**

Elle appelle le gouvernement à décider immédiatement d'un moratoire et de décider dans la prochaine loi de finance une évolution du barème d'impôt afin de revenir à la situation antérieure pour les personnes touchées. Elle demande la suppression de la hausse de la TVA prévue en janvier. Elle appelle les élus communistes et républicains à se mobiliser pour que soit renforcée l'action de bouclier social menée au sein de leur collectivité, en direction des plus démunis.

**Amis lecteurs, cet appel de l'ANECR est une bonne base de pétition ou pour alimenter un journal dans les municipales**

### **Témoignage**

#### **Bernadette, 74 ans : « on n'y arrive plus »**

Bernadette, veuve, habitant le canton de Pouilly témoigne de ses difficultés. Et pourtant « je ne suis pas parmi les plus malheureuses ». Elle a, chaque mois, 1600 euros, réversion comprise.

« Mais tout augmente, EDF, les impôts locaux, la redevance télé » même « le chauffage au bois et pourtant je fais attention. Les assurances (voitures, maison), la mutuelle... Depuis cette année avec la suppression de la 1/2 part de veuve je me suis retrouvée à payer 295 euros d'impôts sur le revenu le 16 septembre. Je suis diabétique avec prise d'insuline, de nombreuses dépenses de santé sont moins ou plus du tout remboursées. Il faut bien manger. Il faut compter en permanence pour arriver à chaque fin de mois. Je m'impose de mettre de côté 100 €, en cas de souci ponctuel (lunettes, appareil dentaire, entretiens divers). On ne vit plus et pourtant j'ai travaillé toute ma vie à temps complet sauf quatre années en mi-temps thérapeutique ».

**Vous aussi, témoignez de votre vie :  
envoyez vos témoignages aux Nouvelles de la Nièvre**

## **Front de Gauche : que cherche donc Jean-Luc Mélenchon ?**

« Mélenchon tire à boulets rouges sur la direction du PC », titrait le Journal du Centre de lundi. C'était à l'issue d'un week-end où, ayant appris le choix de la Fédération du PCF de Paris de privilégier la recherche d'une liste d'union dès le 1<sup>er</sup> tour avec Anne Hidalgo, Jean-Luc Mélenchon a exprimé sa colère en des termes « crus et drus », ciblant directement Pierre Laurent et la direction du PCF.

Que des débats, voire des désaccords existent au sein du Front de Gauche, c'est normal et c'est une chose saine. Concernant les Municipales, ils sont d'ailleurs « sur la place publique » depuis plusieurs mois. Et nous les assumons. Pour sa part, le PCF et son secrétaire national Pierre Laurent ont toujours fait le choix de rester « sur le fond » du débat politique, d'éviter la polémique, la dramatisation et la caricature : nous jugeons inutile d'entrer dans des surenchères qui ne font qu'affaiblir le Front de Gauche, « notre bien le plus précieux » comme l'a encore rappelé André Chassaigne.

**Mais le ton et le contenu des dernières déclarations de J-Luc Mélenchon interrogent, et jettent le trouble parmi des militant-es, sympathisant-es et électeurs(-trices) du Front de Gauche. Il est de notre responsabilité de ne pas les laisser sans réponse :**

Ainsi quand il déclare « le PCF a décidé de quitter le Front de Gauche à Paris » : le PCF, qui est à l'origine de la création du Front de Gauche en 2008, n'a évidemment pas décidé de le quitter, et personne, fût-ce Jean-Luc Mélenchon, n'a le pouvoir de l'en exclure !

Il poursuit : « Personne n'est obligé d'être membre du Front de gauche. C'est un choix libre. On vient si on est d'accord avec l'indépendance » : ces propos traduisent une conception du Front de Gauche avant tout marquée par l'obsession d'une démarcation à tout prix vis-à-vis du PS. Ce n'est pas la nôtre : le Front de Gauche n'a pas été construit pour valider la théorie des « deux gauches », et le Front de Gauche n'a pas vocation à supplanter le NPA dans le paysage politique. Quant à l'indépendance, le PCF est indépendant depuis 1920... et il le restera, tant vis-à-vis du PS que du PG ou d'EELV... La seule boussole que reconnaît le PCF, c'est la satisfaction des besoins des gens.

Commentant les propos de Pierre Laurent, pour qui « le maître mot pour les Municipales ce n'est pas l'autonomie, mais le rassemblement », Jean-Luc Mélenchon juge que « tout cela ce ne sont que des bavardages et des phrases creuses qui ne veulent rien dire. Si on n'est pas autonomes, on ne peut pas rassembler » : cette appréciation nous semble tout aussi incompréhensible que l'analyse que faisait Jean-Luc sur France Inter au lendemain du 1<sup>er</sup> tour des cantonales de Brignoles : « si le candidat communiste est éliminé, c'est parce qu'il avait le soutien du PS »... à suivre ce raisonnement, il faudrait encourager le PS à s'attaquer aux mairies communistes de Saint-Denis, Dieppe, Varennes-Vauzelles et Garchizy !

Jean-Luc Mélenchon a prévenu ses adhérents : « celui ou celle qui, dans une commune de plus de 20 000 habitants, se retrouvera sur une liste avec les socialistes au 1<sup>er</sup> tour sera exclu séance tenante du Parti ». Nous laissons les adhérents du PG juges de leurs affaires internes... mais tout cela n'est pas très « 6<sup>ème</sup> République », Jean-Luc...

Danielle Simonnet (PG), proclamée tête de liste du Front de Gauche à Paris, n'est pas en reste quand elle déclare : « il ne faut pas troquer l'Humain d'abord contre quelques places d'abord ». Drôle de manière de combattre le populisme... ! Même remarque concernant Brignoles : Jean-Luc Mélenchon est le seul à avoir refusé d'appeler à un « front républicain »... suscitant l'incompréhension jusqu'au sein de son Parti, et provoquant la démission du Président de l'Association Nationale des Elus du Parti de Gauche, Joseph Rossignol (maire de Limeil Brévannes)... Tout cela ne doit-il pas faire réfléchir ?

Quant au choix des communistes parisiens, qui ont obtenu d'Anne Hidalgo, en cas de liste d'union pour le programme du prochain mandat, 30% de logements sociaux à Paris, la gratuité des premiers m3 d'eau, la lutte contre la spéculation foncière, la fin du gel des effectifs de fonctionnaires territoriaux, et 5 conseillers de Paris supplémentaires pour le Front de Gauche... c'est pas ça, l'humain d'abord ? Et les communistes parisiens ne méritent-ils pas un peu plus de respect, quand Jean-Luc Mélenchon, encore ce mardi matin sur BFMTV, les accuse de vouloir « retourner à la niche avec le Parti Socialiste »... ?

**Vous l'aurez compris, amis lecteurs :** pour les communistes, ces propos ne sont pas acceptables. Et ils ne les feront pas dévier de leur objectif : créer les conditions de rassemblements et de victoires les plus utiles et les plus larges possibles pour faire progresser les politiques locales de gauche, renforcer le nombre d'élus communistes et du Front de Gauche, pour ensuite s'appuyer sur le niveau local afin de mener la bataille nationale.

**Le choix des alliances électorales** n'est pas un « point de départ » aveugle, mais le résultat d'un processus éclairé, d'une réflexion approfondie (et pas uniquement dans les villes de plus de 20 000 habitants), dans l'intelligence des rapports de forces locaux, tenant compte du bilan des municipalités sortantes, des programmes en cours d'élaboration, des particularités liées à l'histoire politique locale, du mode de scrutin... et surtout des attentes des gens.

**Le Front de Gauche** n'est pas un « bloc » avec un « leader » dont les progrès dépendent de l'affaiblissement du PS. Le Front de Gauche, c'est un espace actif, vivant et évolutif pour élargir le rassemblement, pas pour le rétrécir. Et l'avenir du Front de Gauche dépend bien plus de notre capacité à le rendre utile aux populations que d'éventuels choix d'alliances électorales différents d'une commune à l'autre.

Alors Jean-Luc, un peu de calme et de sérénité...

**François DIOT**  
Secrétaire départemental du PCF